

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative - Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS CERAMICS FRANCE

Lieu-dit Carrière du Boudeau
24800 Saint-Jean-De-Côle

Références : DiPa/UbD24-47/309/2025
Code AIOT : 0100005319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté Lieux-dits : Razac Est, Razac Est et Bois de Razac 24800 Thiviers. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette première vérification s'inscrit dans un contexte caractérisé par la présence d'opposants à la carrière, résidant temporairement à proximité de l'entrée du site.

L'objectif de cette inspection est de contrôler les aménagements préliminaires avant la mise en service de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE

- Lieux-dits : Razac Est, Razac Est et Bois de Razac 24800 Thiviers
- Code AIOT : 0100005319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE (ICF) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté n° BE-2025-07-03 du 3 juillet 2025, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux meubles siliceux et ses installations annexes, sur le territoire de la commune de THIVIERS aux lieux-dits « Razac ».

L'arrêté porte sur une demande d'autorisation d'exploiter de 15 ans sur une surface de 45,62 ha (périmètre de l'autorisation). Il prévoit la production moyenne d'environ 65 000 t/an avec une cadence maximale d'extraction de 95 000 t/an.

Les matériaux produits sur le site contiennent, après une phase de pré criblage, une proportion moyenne de 40 % de galets siliceux. Ils seront acheminés par camions vers les installations du site principal d'Imerys sur la commune de Saint-Jean-de-Côle, à environ 13 km.

La société valorise le reste de l'exploitation par la production de granulats (sables et graviers).

Les travaux d'extraction sont réalisés par chantier "glissants", 2 chantiers simultanément, avec remise en état coordonnée à l'avancement.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.1	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.2	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.3	Sans objet
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.4	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.5	Sans objet
6	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison du contexte particulier associé à l'ouverture de cette nouvelle carrière, la date de la première inspection ICPE a été anticipée.

Cette inspection vise à vérifier la mise en place des aménagements préliminaires avant le début des phases d'exploitation.

Le premier chantier vise à vérifier la mise en place des mesures prescrites en lien avec les enjeux environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès aux zones d'extraction des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Les panneaux d'affichage et la signalisation concernant les règles de sécurité sont visibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation : 2. Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93.
Constats : La visibilité des bornes est renforcée par un petit panonceau. Le plan de bornage a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Création de merlons
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les aménagements suivants : <ul style="list-style-type: none"> - création de merlons d'une hauteur de 2 m sur 1 100 m le long de la bordure sud-est à sud-ouest du projet réalisé avec des matériaux de découverte de la première zone d'extraction, - plantation d'une haie sur ce merlon, prolongée jusqu'au bois.

<p>Constats :</p> <p>Les matériaux de la première zone d'extraction (chantier test) ont été utilisés pour créer le merlon d'une hauteur de 2 m. La mise en place d'une haie sur ce merlon est en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès à la voie publique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. L'aménagement de l'entrée afin d'améliorer la sécurité et la visibilité sur la RD 77 sera réalisé, par l'intermédiaire d'un chemin privé inclus dans le périmètre de l'autorisation et la mise en place d'une barrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aménagements suivants sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sécurisation de l'accès à la voirie publique, - sécurisation de l'entrée du site et de la visibilité sur la RD 77 par la création d'un chemin, - Mise en place d'une barrière.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements des zones d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aménagement de la plate-forme temporaire de traitement groupe mobile et stockage des matériaux, - aménagement de la piste d'accès temporaire à la plate-forme de la zone d'extraction, - création de merlons autour de chaque zone d'extraction, - mise en place de clôtures périphériques avec signalisation appropriée, implantées de façon à ce que les surfaces d'exploitation soient à tous moments situées à l'intérieur d'une enceinte clôturée.
<p>Constats :</p> <p>Autour de la surface active du premier chantier d'extraction qui à servi à la création du merlon et la plate-forme temporaire sont aménagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par la mise en place de merlon et de clôture appropriée, - par la pose de clôture anti-intrusion pour la petite faune, - par la création de fossé le long de la piste d'accès.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mises en défens
Prescription contrôlée : Pour préserver les 3 Chênes à Grand Capricorne et à Lucane cerf-volant de tout risque collatéral de dégradation, une mise en défens robuste sera réalisée avant le début des travaux par l'écologue. Ces mises en défens seront effectuées lors d'une visite sur le terrain avant le début des travaux avec l'exploitant afin d'assurer le maximum d'efficacité, <ul style="list-style-type: none">• La mise en défens concernera également la limite Ouest de la zone d'exploitation Nord-Est et préviendra tout risque d'impact collatéral sur les plantations de jeunes Pins voisines,• La mise en défens « débordera » à l'Est pour intégrer la friche herbeuse et pour protéger l'accès au chemin enherbé Est abritant les ornières, évitant un risque accidentel de destruction de couvées de Bruant jaune et d'amphibiens,• L'interdiction aux engins du chantier d'emprunter le chemin agricole à l'extrémité Ouest du site préserve également d'une éventuelle destruction d'amphibiens. Pose d'une clôture anti-intrusion pour la petite faune. <ul style="list-style-type: none">• Des mesures supplémentaires seront prises vis à vis du risque de destruction de chiroptères :<ul style="list-style-type: none">○ Une inspection préalable par un écologue sera effectuée le jour de l'abattage, avec une attention particulière portée aux arbres de diamètre supérieur à 30 cm devant être abattus.
Constats : La mise en défens par un écologue est réalisée sur les chênes en bordure de la piste d'accès. Les clôtures anti-intrusion pour la petite faune ont été installées sur le chantier en cours. Vis-à-vis du risque de destruction de chiroptères, une inspection préalable par un écologue est effectuée avant abattage, visible par un marquage triangulaire sur les arbres.
Type de suites proposées : Sans suite